

Quand la libération

*Une guerre pour les femmes.
C'est ainsi que nombre de
responsables et de commentateurs
aux Etats-Unis ou en Europe ont
présenté l'invasion de l'Afghanistan
en octobre 2001 et la volonté
de renverser le régime des talibans.
Comme hier en Algérie,
la « libération » des femmes sert
de prétexte pour justifier de
douteuses entreprises de conquête.*

Par Christine Delphy *

« **L**E DRAPEAU AMÉRICAIN flotte au-dessus de notre ambassade à Kaboul. (...) Et, aujourd'hui, les femmes de l'Afghanistan sont libres », a martelé M. George W. Bush lors de son discours sur l'état de l'Union, le 29 janvier 2002. La « coalition contre le terrorisme » aurait fait la guerre pour libérer les Afghanes. Après les bombardements et l'entrée des troupes de l'Alliance dans Kaboul, les journaux publient des photographies de sourires féminins qui donneraient au conflit sa raison d'être.

Curieuse justification, alors que les moudjahidins réinstallés au pouvoir par les alliés ne se comportent pas mieux que les talibans. Du reste, les nombreux reporters sur le terrain ne peuvent plus cacher la méfiance des citoyens de Kaboul et de Jalalabad. Une méfiance fondée sur leur expérience : entre 1992 et 1996, les troupes de l'Alliance du Nord (ou « Front uni ») ont perpétré des massacres et des tueries gratuites de prisonniers et de blessés, terrorisé et rançonné les civils. Actuellement, cela se reproduit, quasiment à l'identique, dans un Afghanistan à nouveau découpé en fiefs par les chefs

* Auteure notamment de *Pour sortir du libéralisme* (avec Yves Salessse) et de *L'Ennemi principal. Penser le genre*, Syllepse, Paris, respectivement en 2002 et 2001.

des femmes sert d'alibi

de guerre. Les Etats-Unis n'ont que faire des droits des femmes, pas plus en Afghanistan qu'au Koweït, en Arabie saoudite ou ailleurs. Au contraire, ils ont sciemment et volontairement sacrifié les Afghanes à leurs intérêts. D'où viennent, en effet, les moudjahidins? Dès 1978, avant même que l'armée soviétique n'envahisse le pays, les chefs de tribu et les autorités religieuses déclarent la guerre sainte contre le gouvernement marxiste de Mohammed Taraki, qui force les filles à aller à l'école, interdit le lévirat (1) et la vente des femmes. Jamais il n'y eut autant de femmes médecins, professeurs, avocates... qu'entre 1978 et 1992.

Aux yeux des moudjahidins, les droits des femmes valent bien une guerre... contre. L'invasion soviétique vient donner une dimension patriotique à ce combat. Avec l'appui des Etats-Unis, qui considèrent les ennemis de leurs ennemis comme leurs amis. Bien sûr, ils savent que les moudjahidins veulent mettre les femmes au pas. Mais ces derniers contre-carrent Moscou, c'est tout ce qui compte.

Après le départ des Soviétiques, la guerre se poursuit, et surtout la guerre contre les civils. Les soldats de l'Alliance du Nord pillent les maisons et violent les femmes. Les chefs locaux rançonnent les camions tous les cinquante kilomètres, la corruption et le désordre empêchent

l'application de la charia. Le terrain est ainsi préparé pour l'arrivée des talibans, fils spirituels de ces moudjahidins, aussi anticommunistes que leurs pères, mais encore plus fondamentalistes : de bons candidats à l'aide des Etats-Unis, qui allongent les dollars aux madrasa (écoles coraniques) pakistanaises, via l'Arabie saoudite.

ALORS, les Etats-Unis ont-ils toujours lutté pour les droits des femmes? Non. Ont-ils *jamais* lutté pour? Non. Au contraire, ils les ont foulés aux pieds. Les femmes afghanes étant défendues par des gouvernements marxistes alliés à un ennemi des Etats-Unis, il a bien fallu les sacrifier. On ne peut quand même pas laisser les droits humains entraver la poursuite de l'hégémonie mondiale. Les droits des femmes, c'est comme les enfants irakiens : leur mort est le prix de la puissance américaine.

Certes, un meilleur statut pourrait devenir l'un des résultats non prévus de cette guerre : un bénéfice collatéral en quelque sorte. On peut l'es-

(1) Obligation pour une veuve sans enfants d'épouser le frère de son mari défunt.



BERNARD MATUSSIÈRE.
- Devant l'hôpital Indira Gandhi, 2004

pérer. Sans rêver. Le groupe de M. Burhanuddin Rabbani, président du gouvernement reconnu par la communauté internationale, a imposé la charia à Kaboul en 1992. Et, en 1995, les troupes du même Jamiat-e-Islami, sous la direction du commandant Ahmed Chah Massoud, se sont livrées à une orgie de viols et de meurtres dans la capitale.

A la suite des négociations de Bonn de la fin 2001, deux femmes sont entrées dans le gouvernement provisoire, deux exilées, l'une du parti Hezb-e-Wahdat et l'autre du parti Parcham (anciens communistes). Tous les deux sont contestés comme «partis mercenaires et meurtriers» par RAWA, l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan, qui travaille depuis six ans avec les femmes réfugiées, en particulier pour l'éducation des filles. Ennemie des talibans, RAWA n'en a pas moins protesté avec la dernière énergie contre les bombardements. Avec d'autres organisations, elle demande qu'une force internationale protège le peuple afghan contre les «criminels de l'Alliance du Nord (2)».

Le Jamiat-e-Islami, poussé par les instances internationales, fait quelques concessions. Qu'on en juge. Une semaine après la prise de Kaboul, un des porte-parole de ce parti déclarait sur BBC World que les «restrictions» à l'encontre des femmes seraient levées – sans plus de détails – et que «la burqa ne sera plus obligatoire : le hidjab (3) suffira». Le hidjab (en Iran, on l'appelle tchador) suffira. On croit rêver.

Quand bien même les libertés seraient élargies, la guerre deviendrait-elle pour autant légitime? Quand il s'agit des droits humains, la question est toujours la même : qu'y a-t-il de pire que la guerre pour une population? A

Echec d'Al-Qaida, victoires des talibans

Antonio Giustozzi, Koran, Kalashnikov, and Laptop : The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan 2002-2007, Columbia University Press, New York, 2007. Bon connaisseur de l'Afghanistan, qu'il parcourt et étudie depuis plus de dix ans, chercheur au Crisis States Research Centre (CSRC) de Londres, l'auteur décrit l'organisation, l'idéologie et les modes d'action des insurgés afghans, passés au maquis après l'intervention des forces occidentales et regroupés sous le label de «néotalibans».

Olivier Hubac et Matthieu Anquez, L'Enjeu afghan. La défaite interdite, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2010. Cet ouvrage analyse les enjeux géopolitiques de la crise afghane, examine la stratégie déployée par la coalition internationale sur le terrain et retrace la genèse de la politique de contre-insurrection menée face à un ennemi que soutient une partie croissante de la population, «bien différent du taliban hirsute et inculte de la deuxième moitié des années 1990».

Malalai Joya, Au nom de mon peuple. Une voix pour l'Afghanistan, Presses de la Cité, Paris, 2010. Le témoignage de celle que l'on surnomme «la femme la plus courageuse d'Afghanistan», élue députée en 2005 à

l'âge de 27 ans et suspendue de son siège en mai 2007 pour avoir vivement dénoncé les agissements des seigneurs de la guerre, la corruption, l'ingérence des puissances étrangères et les violations des droits des femmes.

Jean-Pierre Filiu, Les Neuf Vies d'Al-Qaida, Fayard, Paris, 2009. Spécialiste de l'idéologie des djihadistes, Jean-Pierre Filiu montre notamment comment l'organisation de M. Oussama Ben Laden et de M. Ayman Al-Zawahiri s'est construite à la faveur des conflits afghans mais a été incapable de s'ancrer ailleurs que dans le «Pachtouistan» afghano-pakistanaï.

Guibert-Lefèvre-Lemercier, Conversation avec le photographe. – Air libre-Dupuis, Marcinelle (Belgique), 2009, 35 euros. «L'Afghanistan, j'ai envie d'y aller encore et toujours, mais je ne sais pas dire pourquoi. Si tu me demandais "pourquoi l'Afghanistan?", je saurais à peine te répondre.» Disparu prématurément, le photographe Didier Lefèvre a maintes fois parcouru le pays. Les éditions Dupuis lui rendent hommage avec cet ouvrage à deux voix. Un entretien intime et délié avec Emmanuel Guibert, dessinateur, autour de la photographie et de la guerre.

quel moment devient-elle préférable? Dire que la guerre est bénéfique pour les femmes afghanes revient à décider qu'il vaut mieux pour elles mourir sous les bombes, mourir de faim ou de froid, que de vivre sous les talibans. La mort plutôt que la servitude : ainsi en a décidé l'opinion occidentale... pour les femmes afghanes. Une décision qui aurait pu être héroïque si les Occidentaux mettaient leurs vies dans la balance, et non celles des Afghanes.

La façon irresponsable dont est traité l'alibi de la «libération des femmes afghanes» illustre l'arrogance de l'Occident, qui s'arroge le droit de disposer à sa guise de la vie des autres. Cela imprègne toute son attitude vis-à-vis des Afghanes, et plus généralement, celle des dominants à l'égard des dominés.

Les bombardements au nom de la civilisation ont envoyé nombre de principes dont se réclame cette civilisation aux oubliettes.

PROPOSONS une règle simple de morale internationale valable aussi pour les individus : nul n'a le droit de prendre des décisions, surtout héroïques, quand d'autres en paieront les conséquences. Seule la population qui supporte la guerre peut dire qu'elle vaut le coût. Or ici, celle qui a décidé la guerre ne la subit pas, et celle qui subit la guerre ne l'a pas décidée. Pour l'instant, les femmes afghanes se trouvent sur les routes, sous les tentes, dans les camps, par millions : un million de réfugiés de plus qu'avant la guerre en dehors des frontières, et un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays lui-même. Beaucoup risquent de mourir. Sans aucune garantie que ce «sacrifice» leur vaudra des droits supplémentaires. Doit-on d'ailleurs parler de sacrifice, alors qu'elles ne l'ont pas choisi?

La moindre des décences voudrait que les Alliés arrêtent de clamer qu'on leur fait endurer ces souffrances pour leur bien. Qu'ils s'abstiennent de prétendre que c'est au nom de leur liberté qu'on leur retire le droit de choisir leur sort, et même celui de vivre. On peut craindre au contraire que ce couplet ne devienne un tube; la liste est longue des pays auxquels la coalition des alliés contre le mal s'est promis de porter le bien par le fer. Et bien sûr, toute ressemblance avec des événements historiques passés, si passés qu'évoquer leur nom semble ringard, toute ressemblance donc avec les guerres coloniales est pure coïncidence.

La guerre à des fins de contrôle et d'exploitation ne fera jamais avancer les droits humains. Car ces bombardements au nom de la civilisation ont aussi envoyé nombre de principes dont se réclame cette civilisation aux oubliettes. Les conventions de Genève, déclarées invalides par les alliés, d'abord complices des crimes du boucher de Mazar et des autres (4) et maintenant des manœuvres américaines. Les Etats-Unis inventent des nouvelles catégories pseudo-juridiques, les «combattants illégaux» de Guantánamo, qu'aucun droit, ni national, ni international, ni commun, ni de guerre, ne couvrirait! Les libertés publiques, orgueil de nos démocraties, annulées; le droit international, blessé à mort – le grand corps agonisant de l'ONU est là pour en témoigner. Seule une coopération vraie et pacifique entre les nations fera progresser les droits humains. Elle n'est pas à l'ordre du jour. A nous de l'y mettre.

Christine Delphy

(2) www.rawa.org, 10 décembre 2001.

(3) Manteau enveloppant tout le corps et la tête y compris le visage, et non un simple foulard.

(4) Robert Fisk, «We are the war criminals now», *The Independent*, Londres, 29 novembre 2000. Consulter aussi les sites de Human Rights Watch, www.hrw.org, et d'Amnesty International, www.amnesty.org